

**MARCHÉ DE PRESTATIONS DE RESTAURATION D'ENTREPRISE
POUR LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA
GIRONDE**

**Marché n°47_2025PS
Marché à procédure adaptée – MAPA**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	ACHETEUR PUBLIC	4
1.1	Dénomination de l'organisme contractant	4
1.2	Type d'acheteur.....	4
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3	FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ	4
3.1	Forme du marché	4
3.2	Nature du marché	4
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5	DURÉE DU MARCHÉ ET POINT DE DÉPART DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6	MARCHÉS POUR PRESTATIONS SIMILAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSÉS ULTÉRIEUREMENT.....	5
ARTICLE 7	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	5
7.1	Variante	5
7.2	Prestations supplémentaires éventuelles	5
ARTICLE 8	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
8.1	Pièces particulières.....	6
8.2	Pièces générales	6
ARTICLE 9	LE PRIX	7
9.1	Forme des prix.....	7
9.2	Contenu des prix	7
9.3	Révision des prix.....	7
ARTICLE 10	DÉFINITION DES PRESTATIONS ET OBLIGATION DE RÉSULTAT	8
10.1	Les prestations	8
10.2	L'obligation de résultat.....	8
10.3	Lieu d'exécution des prestations.....	8
ARTICLE 11	MODALITÉS DE SUIVI DU MARCHÉ	8
11.1	Représentation des parties	8
11.2	Reporting et réunions de suivi	9
ARTICLE 12	MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	9
12.1	Connaissance du site	9
12.2	Horaires des interventions	9
ARTICLE 13	CONDITIONS DE TRAVAIL ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT AU PERSONNEL	10
13.1	Obligation générale du Titulaire quant au personnel	10
13.2	Responsabilité exclusive du Titulaire quant au personnel	10
13.3	Travailleurs étrangers.....	10
13.4	Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	10
13.5	Liste nominative du personnel	10
13.6	Absence prolongée, départ du personnel, remplacement.	10
13.7	Service minimal en cas d'arrêt de travail	11
13.8	Récusation du personnel du Titulaire.....	11
ARTICLE 14	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 15	MODALITÉS DE PAIEMENT	11
15.1	Avance	11
15.2	Modalités de règlement	12
15.3	Modalités de facturation	12
15.4	Délais de règlement et intérêts moratoires	13
15.5	Retenue de garantie	13
ARTICLE 16	MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	13
16.1	Période probatoire et détermination de la tranche.....	14
16.2	Facturation des frais fixes.....	14
16.3	Variation exceptionnelle de la fréquentation	14
16.4	Réévaluation annuelle.....	15
16.5	Prestations annexes	15
ARTICLE 17	VÉRIFICATIONS ET CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
17.1	Obligation de résultat.....	15

17.2	Opérations de vérification.....	15
ARTICLE 18	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET.....	16
ARTICLE 19	PENALITES	16
19.1	Pénalités relatives aux prestations récurrentes.....	16
19.2	Pénalités diverses.....	18
19.3	Cumul des pénalités	19
19.4	Modalités de retenue des pénalités.....	19
19.5	Exécution aux frais et risques du Titulaire	19
19.6	Pénalités spécifiques pour non-fourniture de service.....	19
ARTICLE 20	CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	19
20.1	Clause sociale	19
20.2	Clause environnementale.....	23
ARTICLE 21	CLAUSE PCA (PROCEDURE DE CONTINUITE D'ACTIVITE)	23
ARTICLE 22	CERTIFICATS	24
ARTICLE 23	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	24
ARTICLE 24	SOUS-TRAITANCE.....	25
ARTICLE 25	CONFIDENTIALITE	25
ARTICLE 26	CLAUSE DE REEXAMEN.....	26
ARTICLE 27	RESILIATION	27
ARTICLE 28	LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE.....	27
ARTICLE 29	DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	27
ARTICLE 30	DEROGATIONS AU C.C.A.G. – F.C.S.	28

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination de l'organisme contractant

Organisme	Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Madame Catherine PELLETIER Directrice
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Courriel	https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise

1.2 Type d'acheteur

La Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde est un organisme de droit privé gérant une mission de service public soumis à la réglementation des marchés publics régie par le code de la commande publique.

Article 2 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de restauration d'entreprise pour la Caisse Primaire d'Assurance maladie de la Gironde.

Le détail des prestations attendues est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques particulières (C.C.T.P.).

Article 3 FORME DU MARCHE ET NATURE DU MARCHE

3.1 Forme du marché

Accord-cadre à bons de commande mono attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum de 4 000 000 euros HT et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est conclu à obligation de résultat. Les prestations prévues devront être réalisées régulièrement et intégralement selon les termes définis au contrat. Si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Article 4 ALLOTISSEMENT

En application de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

Article 5 DUREE DU MARCHE ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Le marché est passé pour une période ferme de trois (3) ans à compter de la date de notification. Il peut être reconduit pour une année supplémentaire par reconduction expresse. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 27 du présent C.C.A.P.

Article 6 MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 7 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

7.1 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

7.2 Prestations supplémentaires éventuelles

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE), sont des prestations que l'acheteur public se réserve le droit de commander ou non lors de la signature du contrat.

Les PSE ne constituent pas des variantes, le choix de retenir une ou plusieurs PSE, ne dépend pas de l'application des critères d'attribution.

Si une PSE est retenue, elle ne se substitue pas à une autre fourniture, mais vient s'ajouter à ce qu'il sera possible d'exécuter dans le cadre du présent marché.

7.1.1 Demande de PSE

Le présent marché fait l'objet d'une Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) **obligatoire**.

Cette PSE est clairement identifiée dans l'Annexe n°2 à l'Acte d'Engagement ainsi que dans l'article 5.6.1 du CCTP.

L'absence de présentation de cette prestation dans l'offre d'un soumissionnaire rendra son offre irrégulière.

La PSE ne peut faire l'objet de variante(s).

7.1.2 Analyse des PSE

La PSE est obligatoire, elle sera donc prise en compte lors de l'analyse des offres.

7.1.3 Retenue d'une PSE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter ou de refuser la PSE lors de l'attribution du marché.

7.1.4 Distinction PSE et variante

Une variante, se substitue totalement à une offre de base.

La PSE quant à elle, est une simple prestation supplémentaire et donc ne se substitue pas à l'offre de base.

Article 8 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant

8.1 Pièces particulières

- Le règlement de la Consultation (RC) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : le Plan de dématérialisation des procédures des organismes de sécurité sociale (P.D.O.S.S)
 - Annexe n°2 : Le livret de sécurité du prestataire CNAM
 - Annexe n°3 : La Charte informatique de l'Assurance Maladie
- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - Annexe n°1 : l'Acte contractuel de confidentialité
 - Annexe n°2 : Annexes financières
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Questions – Réponses PLACE (fichier évolutif)
 - Annexe n°2 : la Clause sociale de lutte contre l'illettrisme
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe :
 - Annexe n°1 : Cadre de réponse valant mémoire technique
 - Annexe n°2 : l'Attestation de visite du restaurant d'entreprise
 - Annexe n°3 : Plans des locaux
 - Annexe n°4 : Enquête panel n°2 – Synthèse
 - Annexe n°5.1 : Plan espace restauration
 - Annexe n°5.2 : Listing CPAM de la Gironde
 - Annexe n°6 : Tableau de répartition des charges

8.2 Pièces générales

- › Le Code de de la commande publique,
- › L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- › Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021 ;
- › Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en application le 25 mai 2018
- › Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

9.1 Forme des prix

Le prix du marché est établi selon une structure de prix mixtes, identifiées dans l'annexe n°2 à l'Acte d'Engagement comprenant :

- une part forfaitaire correspondant aux frais fixes d'exploitation du service de restauration, définie au DPGF, prise en charge par la CPAM de la Gironde ;
- une part variable correspondant au coût des denrées alimentaires, directement acquittée par les convives.

9.2 Contenu des prix

Les prix du présent marché indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement (annexe n°2 à l'AE) s'entendent tous frais compris. Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

9.3 Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché. Les prix pourront ensuite être révisés annuellement, selon les modalités détaillées ci-après, à la date anniversaire du marché, en cas de renouvellement.

9.3.1 Formules de révision des prix

Les prix sont révisibles par application des formules ci-dessous.

Pour la partie variable (coût denrées alimentaires) les prix sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P^{\circ} \times (A-3/A^{\circ})$$

dans laquelle :

P = Prix (coût denrées) révisé

P° = Prix des denrées en mois zéro M0

A-3 (moins trois mois en raison du décalage de parution des indices) = Indice des prix à la consommation harmonisé - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2 - Cantines publié par : INSEE.

A° = Indice des prix à la consommation harmonisé - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2 - Cantines publié par : INSEE en mois zéro M0

Pour la partie fixe les prix sont révisibles par application de la formule suivante:

$$M = M^{\circ} \times [0,1 + 0,9 (S-3/S^{\circ})]$$

dans laquelle :

M = Prix des frais fixes par repas révisé,

M° = Prix des frais fixes en mois zéro M0

S-3 (moins trois mois en raison du décalage de parution des indices) = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – Tous salariés – Hébergement, restauration (NAF rév.2 section I) – Base 100 en décembre 2008, identifiant 001565191 :

S° = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – Tous salariés – Hébergement, restauration (NAF rév.2 section I) – Base 100 en décembre 2008, identifiant 001565191 en mois zéro M0.

9.3.2 Modalités de révision des prix

Les changements de tarifs feront l'objet d'une autorisation par mail, **deux (2) mois avant leur entrée en vigueur**.

Cet envoi devra se faire spontanément, sans que l'organisme sollicite le Titulaire, à l'adresse suivante :

achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

La justification de la revalorisation détaillée des prix sera à la charge du prestataire. Pour cela, le prestataire devra reprendre l'annexe n°2 à l'Acte d'engagement (annexe financière) au format excel de préférence pour permettre au service achats/marchés de la CPAM de vérifier la bonne application des règles de révision des prix.

A défaut de proposition de révision tarifaire, dans le délai imparti, les prix en cours sont reportés et sont appliqués pour la nouvelle période de reconduction.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par l'Organisme, à la date d'anniversaire du marché, prononcée dans le délai minimum d'un (1) mois à compter de leur date de réception. L'opérateur économique en est informé par courriel. Ces prix sont fixes pour toute l'année suivante.

La révision se fait, à la baisse comme à la hausse.

Il convient de préciser que le prix de règlement sera déterminé par la date de la demande de la réalisation de la prestation même si elle intervient au cours de l'annuité suivante.

La variation des prix n'a pas à être constatée par avenant.

9.3.3 Clause butoir

L'augmentation des prix détaillés au présent marché est limitée à 8% par an. Cette limite s'applique à tous les prix du marché.

9.3.4 Clause de sauvegarde

Au-delà de cette augmentation, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, conformément à l'article 27 du présent CCAP.

Article 10 DEFINITION DES PRESTATIONS ET OBLIGATION DE RESULTAT

10.1 Les prestations

Les prestations à réaliser sont définies dans le CCTP.

10.2 L'obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à **une obligation de résultat** concernant l'ensemble du périmètre du marché.

10.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations, objet du présent marché, seront exécutées au siège de la CPAM, situé 130 Allée de Boutaut à Bordeaux.

Article 11 MODALITES DE SUIVI DU MARCHE

11.1 Représentation des parties

L'organisme, ainsi que le Titulaire, désigneront chacun un responsable du suivi du marché.

- Pour l'organisme : le Titulaire sera en relation avec :

- Le représentant de la CPAM de la Gironde en la personne du Responsable du Service des Achats et Marchés (ou son représentant) pour le suivi administratif et juridique du marché ;
 - le représentant de la CPAM de la Gironde en la personne du Responsable du Département Logistique ou son représentant pour le suivi de l'exécution des prestations et sera l'interlocuteur direct du Titulaire. Il est le correspondant habilité par l'organisme à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- Pour le Titulaire : dès notification du marché et après chaque modification, le Titulaire s'engage à communiquer les coordonnées de la personne responsable du suivi du marché.
Ce représentant du Titulaire sera habilité à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'organisme de toute modification d'interlocuteur désigné.

11.2 Reporting et réunions de suivi

Afin de s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité, différents niveaux de communication sont mis en place.

11.2.1 Suivi régulier de l'exécution des prestations :

Le Responsable du Département Logistique chargé du suivi du marché représentant la CPAM de la Gironde centralise les informations et remarques des usagers des locaux, et lui seul est habilité à prendre contact avec le Titulaire concernant l'application technique et organisationnelle du marché.

11.2.2 Réunions semestrielles :

Des réunions partenariales composées des représentants de l'organisme et du Titulaire seront organisées 2 fois par an afin de faire le bilan des prestations réalisées et, le cas échéant, d'examiner les problèmes rencontrés lors de l'exécution des prestations ou tout autre élément jugé utile par les cocontractants pour la bonne réalisation des prestations.

Par ailleurs, il sera fait état au cours de ces réunions des moyens permettant d'améliorer les aspects :

- Qualitatifs
- Organisationnels
- ...
-

Sa programmation et sa durée seront fixées par les deux parties concernées dès le début de l'exécution du marché.

Article 12 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

12.1 Connaissance du site

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance du lieu d'exécution de la prestation pour lequel il a candidaté, des possibilités d'accès, des règlements de l'organisme, et d'une manière générale de toutes particularités ou contraintes techniques pouvant de quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à exécuter.

A ce titre il ne pourra soulever aucune contestation que ce soit sur la nature des prestations confiées.

12.2 Horaires des interventions

Le prestataire devra s'adapter à toute évolution des horaires fixés dans le CCTP.

13.1 Obligation générale du Titulaire quant au personnel

Les prestations du présent marché seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions du présent C.C.A.P. et du C.C.T.P.
- Aux dispositions légales et contractuelles énumérées aux articles 12.2 à 12.8 du présent C.C.A.P. (les dispositions légales s'appliquent de plein droit même dans le silence du présent CCAP).

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

La responsabilité du Titulaire peut être engagée dans la mesure où il n'a pas procédé aux vérifications requises pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'organisme.

13.2 Responsabilité exclusive du Titulaire quant au personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (légalisation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge (perte de clefs/badges ou autre nécessitant une intervention de la société de surveillance et/ou un serrurier, dégradation des locaux de la CPAM....)

13.3 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire atteste sur l'honneur employer des salariés qui, s'ils ne possèdent pas la nationalité française, sont autorisés à exercer une activité professionnelle, conformément à l'article R.5221-1 et suivants du code du travail. Par ailleurs, le Titulaire s'engage à n'employer, pour la durée du présent marché, que des salariés dûment autorisés à exercer une activité professionnelle.

13.4 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

13.5 Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit à l'organisme la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est fournie dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de notification du marché.

Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel. La liste modifiée du personnel devra être communiquée à l'organisme dans les 10 jours ouvrés à compter de la modification.

13.6 Absence prolongée, départ du personnel, remplacement.

En cas d'absence ou de départ du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, ce dernier doit immédiatement en aviser l'organisme par tout moyen, y compris de manière électronique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, en remplaçant la personne absente, par un personnel de niveau équivalent.

Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'organisme soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

13.7 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage à assumer ses obligations sans conséquence pécuniaire pour l'organisme. Les frais de grève au sein de l'entreprise du Titulaire ne constituent en aucune manière un fait relevant de la force majeure.

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour réaliser les prestations objet du présent marché.

Il doit en informer l'organisme afin que celui-ci agrée expressément ou rejette le candidat proposé. Dans ce dernier cas, le Titulaire proposera alors un nouvel intervenant soumis à l'agrément de l'organisme.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du tarif indiqué.

13.8 Récusation du personnel du Titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des prestations, l'organisme se réserve le droit de demander la récusation des personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de la prestation, sans que la décision de l'organisme nécessite de justification.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dans les conditions précisées à l'article 12.7 du présent document.

Article 14 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le détail des modalités spécifiques d'exécution des prestations est indiqué dans le C.C.T.P. du marché.

Article 15 MODALITES DE PAIEMENT

15.1 Avance

15.1.1 Titulaire(s) du marché

Conformément à l'article L.2191-2 du code de la commande publique une avance sera accordée au Titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part (cf. Acte d'Engagement).

Conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à :

- 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les PME ;
- 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les autres opérateurs économiques.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément à l'article R 2191-6 et suivant du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance, conformément à l'article R 2193-21 du code de la commande publique.

15.1.2 Sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-7 et R 2193-18 du code de la commande publique

Le montant de l'avance est de :

- 30 % pour les PME ;
- 5% pour les autres opérateurs économiques.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article R 2193-20 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions de l'article R 2193-18 du code de la commande publique sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

15.1.3 Complément d'information

Aucune avance supérieure à 30% pour les PME et à 5% pour les autres entreprises, n'est prévue pour le présent marché.

15.2 Modalités de règlement

Les factures seront établies mensuellement à terme échu et seront accompagnées du relevé de tous les passages / prestations réalisées dans le mois objet de la facture.

Aucune facturation ne pourra intervenir en l'absence de **service fait**.

La CPAM de la Gironde se réserve le droit de refuser toute facture non conforme aux prestations effectivement réalisées ou aux modalités prévues au présent article.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix indiqués en annexe à l'acte d'engagement.

15.3 Modalités de facturation

En application des articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de **facturation électronique Chorus Portail Pro**.

La facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les informations obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de la CPAM de la Gironde via CHORUS PRO sont :

SIRET : 78184742100018

Numéro de service = n° du marché : 47_2025PS

Numéro d'engagement = n° du marché : 47_2025PS

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement ou, à tout autre compte, communiqué par courrier ou courriel par le titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue.

Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au titulaire afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « *prorata temporis* » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation. Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements concernant la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

15.4 Délais de règlement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L 2192-10 et R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L 2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires

Au regard de l'article R 3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R 3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions des articles 17.2 et 17.4 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

15.5 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie concernant les prestations forfaitaires et les prestations à bons de commande.

Article 16 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande doit être notifié au Titulaire avant tout commencement d'exécution.

Les bons de commande émis par l'organisme et notifiés par mail au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées et précisent la nature des prestations à réaliser.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au terme du marché, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder de un (1) mois la date limite d'exécution du marché.

Le bon de commande précise :

- Le numéro du bon de commande,
- Les références du marché (numéro du marché, numéro et intitulé du lot),
- Le type de prestation attendue,
- Le coût total HT, TVA et son taux et TTC de l'intervention.

Les bons de commande sont signés par : Responsable du service achats et marchés.

16.1 Période probatoire et détermination de la tranche

Compte tenu de la mise en service d'un restaurant administratif nouveau, regroupant des agents issus de plusieurs sites, et de l'absence de données consolidées permettant d'anticiper la fréquentation réelle, une période probatoire de trois (3) mois est instituée à compter de la date d'ouverture effective du restaurant.

Durant cette période :

- le titulaire applique, à titre provisoire, le forfait de frais fixes correspondant à la tranche intermédiaire (tranche 2) telle que définie au marché ;
- la fréquentation est constatée mensuellement sur la base du nombre de repas effectivement servis, mesuré à l'aide du système de comptage des passages en caisse et/ou par badge, et validé contradictoirement entre le titulaire et la CPAM de la Gironde.

À l'issue de cette période probatoire, la tranche définitive est arrêtée par la CPAM de la Gironde sur la base de la fréquentation moyenne constatée.

Un nouveau bon de commande annuel est alors transmis au titulaire avec la tranche définitive.

16.2 Facturation des frais fixes

Les frais fixes sont facturés **mensuellement, à terme échu**, sur la base du **service fait**.

Le titulaire adresse une facture mensuelle accompagnée d'un état récapitulatif certifié des repas servis, faisant apparaître :

- le nombre total de repas servis sur la période considérée ;
- la tranche applicable ;
- le montant correspondant.

La facturation est établie selon la formule suivante :

Forfait de frais fixes applicable × nombre de repas effectivement servis

La tranche ainsi déterminée est maintenue pour une durée de onze (11) mois anniversaire de la date de signature du marché.

En tout état de cause, le titulaire devra présenter une facture (avec les justificatifs associés) permettant aux services achat marchés et facturation de l'organisme d'identifier et vérifier clairement l'ensemble des éléments facturés et figurant dans la pièce financière. Ce projet de facture sera validé par les services achats et marchés et facturation avant le commencement d'exécution des prestations.

16.3 Variation exceptionnelle de la fréquentation

En cas de variation de la fréquentation supérieure à **± 15 %** par rapport à la moyenne de référence, constatée sur deux mois consécutifs, les parties conviennent de se réunir afin d'analyser les causes de cet écart et, le cas échéant, d'examiner les adaptations nécessaires des modalités d'exécution du marché, dans le respect des règles applicables de la commande publique.

16.4 Réévaluation annuelle

Au onzième (11^e) mois anniversaire de la date de signature du marché, une analyse consolidée de la fréquentation est réalisée, portant sur l'ensemble de la période d'exploitation écoulée

Sur la base de cette analyse :

- la tranche applicable est, le cas échéant, révisée ;
- la tranche ainsi révisée est appliquée pour la période contractuelle suivante.

Un nouveau bon de commande annuel est alors transmis au titulaire.

16.5 Prestations annexes

Les prestations annexes ou exceptionnelles prévues au BPU donnent lieu :

- soit à un devis préalable accepté par la CPAM de la Gironde ;
- soit à une commande spécifique.

Ces prestations sont facturées distinctement, sur la base des justificatifs correspondants.

La durée maximale d'exécution d'un bon de commande est fixée à 1 mois (pour ces prestations annexes).

Article 17 VERIFICATIONS ET CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

17.1 Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu à **une obligation de résultat dans la réalisation des prestations.**

Pour rappel, il s'agit d'un marché avec obligation de résultats et non de moyens. Par conséquent, si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

Pour s'assurer de la bonne exécution des prestations par le Titulaire et que celles-ci correspondent au niveau de qualité attendue par l'organisme, ce dernier effectue des contrôles qualité des prestations fournies.

17.2 Opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps dans les conditions prévues à l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

La CPAM de la Gironde effectuera des contrôles qualité portant sur l'ensemble des points et exigences figurant du présent marché et particulièrement sur les points à suivre :

- Propreté du matériel de cuisine ;
- Propreté des locaux (sols, murs) ;
- Propreté du mobilier (claustras, chaises et piétements) ;
- Disponibilités des plats jusqu'à 13 h30 ;
- Nombre de variétés d'accompagnement ;
- Affichage du plat secondaire + plat petit budget ;
- Réduction du prix relatif au plat proposé la veille ;
- Animation bimestrielle.

A l'issue des contrôles un débrief sera réalisé avec le titulaire et les représentants de la CPAM de la Gironde, un compte rendu sera établi pour chaque partie prenante.

Article 18 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Article 19 PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S, les pénalités sont applicables de plein droit et immédiatement dès le premier (1^{er}) euro(€) et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du présent marché aux frais et risques du Titulaire selon les dispositions de l'article 17.4 du C.C.A.P.

19.1 Pénalités relatives aux prestations récurrentes

Réf. pénalité	Libellé pénalité	Point de contrôle	Thème	Seuil de déclenchement	Mode de calcul	Commentaires	Réf. CCTP
1	Non-respect de la structure des menus (fréquence, variété, grammages, produits)	Conformité des menus servis vs menus validés, respect des grammages, fréquences des catégories	Qualité alimentaire, conformité réglementaire	1. non-conformité constatée (ex : menu non conforme, grammage insuffisant, absence de plat végétarien, etc.)	50 € par non-conformité constatée et par jour	Peut-être cumulée si plusieurs non-conformités sur une même journée.	CCTP Articles 5.4.2, 5.4.3, 5.4.4
P2	Non-respect des obligations EGALIM/AGEC (produits bio, locaux, durables, interdiction plastique, etc.)	Contrôle des factures, étiquetage, traçabilité, présence de plastique interdit	Achats responsables, environnement	1. contrôle non conforme (ex : part de bio < 20 %, plastique interdit utilisé)	100 € par contrôle non conforme	Peut entraîner une mise en demeure ou résiliation en cas de récidive.	CCTP Articles 8.1, 8.4, 7.2.2
P3	Défaut de tri sélectif, gestion des déchets, ou absence de plan anti-gaspillage	Présence effective des bacs de tri, registre des déchets, plan anti-gaspillage, bilan annuel	Environnement, développement durable	1 manquement constaté (absence de tri, registre non tenu, plan non appliqué)	80 € par manquement et par contrôle	Peut être majorée en cas de récidive.	CCTP Articles 7.2.2, 7.2.3, 7.2.4

P4	Non-transmission des bilans de suivi environnemental ou d'activité dans les délais	Délais de remise des bilans annuels, comptes rendus de commission	Suivi contractuel, reporting	Retard > 5 jours ouvrés	30 € par jour de retard	Peut être cumulée avec d'autres pénalités	CCTP Articles 7.2.3, 10.4
P5	Non-respect des règles d'hygiène et sécurité alimentaire (PMS, HACCP, chaîne du froid, nettoyage, etc.)	Contrôles internes, rapport DDPP, audits, résultats d'analyses, conformité PMS	Hygiène, sécurité alimentaire	1 non-conformité ou alerte sanitaire	100 € par non-conformité ou alerte	Peut entraîner suspension temporaire du service. R	CCTP Articles 9.1.1, 9.1.2, 9.1.3
P6	Non-respect des délais de maintenance/rapprovisionnement/distributeurs	Délais d'intervention sur machines à café	Maintenance, continuité de service	Dépassement du délai contractuel (ex : >24h)	50 € par jour de retard et par équipement	Peut être cumulée si plusieurs équipements concernés	CCTP Articles 5.6, 6.5
P7	Non-respect du calendrier de transmission des menus ou absence de validation préalable	Transmission des menus 15 jours avant, validation par la commission	Organisation, suivi	Retard ou absence de transmission	30 € par jour de retard	Peut être cumulée avec d'autres pénalités	CCTP Article 5.4.1
P8	Non-réalisation des animations obligatoires	Réalisation d'1 animation tous les 2 mois	Animation, engagement contractuel	Absence d'animation sur la période	100 € par animation manquante	Peut être cumulée.	CCTP Article 5.4.5.1
P9	Non-respect des obligations de formation du personnel (HACCP, sécurité, intégration)	Présence des attestations de formation, conformité des plannings	RH, sécurité	1 manquement constaté (absence d'attestation, personnel non formé)	50 € par manquement	Peut être cumulée	CCTP Articles 5.1.4.3, 9.1.2
P10	Non-respect des délais de transmission des documents administratifs (état des lieux, inventaires etc.)	Transmission dans les 10 jours ouvrés, inventaire annuel	Suivi administratif	Retard > 2 jours ouvrés	20 € par jour de retard	Peut être cumulée	CCTP Articles 6.1, 6.6, 10.4
P11	Non-respect global du CCTP	Audit global de conformité, constats de la maîtrise d'ouvrage, rapport de suivi	Conformité contractuelle	1 manquement majeur ou répété non couvert par une pénalité spécifique	Jusqu'à 500 € par manquement, selon gravité et récurrence, sur décision de la maîtrise d'ouvrage	Peut être cumulée	CCTP Articles 4.2, 10.4, 7.2.4

19.2 Pénalités diverses

Perte d'un badge ou d'une clé	50 € T.T.C + coût du remplacement
Locaux et fenêtres non refermés après exécution des prestations	75 € T.T.C. / constat
Mauvais comportement du personnel sur le site (personnel qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), par cas constaté	75 € T.T.C / constat
Utilisation non autorisée d'un équipement, matériel ou accessoire du site par le personnel du Titulaire, par cas constaté	75 € T.T.C / constat
Introduction d'un tiers non autorisé	100 € T.T.C / constat
Réfaction pour remplacement ou réparation d'équipements, matériels, mobiliers, revêtements ou accessoires endommagés	75 € T.T.C + montant des frais de réparation, de remplacement ou de remise en état / constat
Pénalités pour absence de réponse aux demandes de l'organisme	<p>Le titulaire sera susceptible de se voir appliquer des pénalités pour chacun des défauts de prestations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - non-participation à toute autre réunion de travail convoquée par l'organisme, - non prise en compte des observations faite par le représentant de la CPAM de la Gironde <p>Chacun de ces dysfonctionnements fera l'objet d'une pénalité de 200€ HT par anomalie constatée.</p>
Pénalités liées à la clause d'insertion sociale	Non-respect du nombre d'heures d'insertion (3 fois le taux horaire du secteur considéré)
	Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale [500€]
	Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle [300 euros par jours de retard et par document]

19.3 Cumul des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessus aux articles 18.1 et 18.2 sont cumulables et plafonnées.

Elles sont plafonnées à 30 % maximum du montant total mensuel des prestations (prestations forfaitaires et à bons de commande).

Au-delà de 6 mois de prestations pénalisées (6 mois consécutifs ou non et échelonnés sur la durée totale du marché), l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché.

19.4 Modalités de retenue des pénalités

Les pénalités pourront être précomptées sur les factures mensuelles versées par l'acheteur.

19.5 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de défaillance répétée du Titulaire, dûment constatée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'organisme se réserve la possibilité d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne physique ou morale et tous moyens appropriés.

A compter de la troisième semaine de défaillance, l'organisme peut résilier le marché sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce, avec un préavis de huit jours. Par ailleurs, l'organisme se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts devant le juge pour réparation du préjudice subi par la faute du Titulaire.

19.6 Pénalités spécifiques pour non-fourniture de service

En cas de non-fourniture de prestations dès le 1er jour, l'organisme pourra faire assurer le service aux frais et risques du titulaire par une autre entreprise ou par toute autre personne et tous moyens appropriés, y compris par prélèvement dans les stocks tampon du prestataire, existants sur site.

De plus, une pénalité de 1 000 € HT sera appliquée par l'organisme dès la première non-fourniture des prestations constatée dans ces conditions.

En cas de retard dans la fourniture des prestations, il sera appliqué une pénalité de 200 € HT pour chaque jour ayant fait l'objet d'un retard.

Article 20 CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

20.1 Clause sociale

La CPAM Gironde, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause sociale d'insertion dans l'exécution du marché.

Cette clause se réfère aux conditions d'applications prévues par l'article 16.1 (Clause d'insertion sociale) du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services défini par l'arrêté du 30 mars 2021 et ci-après dénommé CCAG-FCS.

20.1.1 Condition d'exécution relative à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Les dispositifs de recours aux personnes en insertion sont ceux décrits dans le CCAG (embauche directe, mise à disposition, sous-traitance ou co-traitance) entre le titulaire du marché et la personne en insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. Cette mission peut également être confiée, le cas échéant, à un facilitateur identifié dans les documents particuliers du marché.

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise attributaire est en possession de la liste du personnel repris au bout d'un mois. L'entreprise fournit alors au facilitateur (voir article 20.1.4) le % de personnes reprises.

Le montant des heures d'insertion à réaliser sera alors calculé sur cette base :

Montant HT notifié X % de salarié non transféré X 80% (part de main d'œuvre) / 20 euros (salaire horaire chargé) X 10% (part dédié à l'insertion) = engagement d'insertion en heures.

20.1.2 Nombre d'heures d'insertion

Pour cet accord-cadre, le nombre d'heures d'insertion à réaliser est de 5 heures pour chaque tranche de 10 000 € HT de commandes.

Le nombre d'heures à réaliser est calculé sur le cumul des bons de commande et sur la durée du marché.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 70 000 € TTC soit 35 heures d'insertion. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

20.1.3 Publics éligibles aux heures d'insertion

Conformément à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS, les différents statuts des personnes éligibles pour l'exécution de la clause d'insertion sont :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1. Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

20.1.4 Coordonnées du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 16.1.4 du CCAG-FCS:



créatrice de liens

Jessica MARCELINE

Facilitatrice Clauses d'Insertion

05 57 78 17 88

j.marceline@maison-emploi-bordeaux.fr

Immeuble Arc-en-ciel - 127 Avenue Émile Counord - 33300 Bordeaux

maison-emploi-bordeaux.fr



20.1.5 Globalisation des heures d'insertion

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés pour un même acheteur.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. La demande peut être déclarée recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et qu'elle recueille l'accord de l'acheteur.

20.1.6 Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

-A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 3 mois.

-Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les [à préciser : 3 à 6 mois].

Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. ».

-Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis à l'acheteur ;

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis à l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, l'acheteur, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

20.2.1 Clause sociale de lutte contre l'illettrisme

L'illettrisme et le déficit de compétences de bases constituent un phénomène de société impactant une majorité de secteurs professionnels. Frein social indéniable pour les personnes concernées, il est, en contexte professionnel, une source d'augmentation des risques relatifs à la santé et la sécurité au travail.

Les compétences de base, appelées aussi compétences clés ou compétences fondamentales, représentent un ensemble de compétences nécessaires à un individu pour faire face de manière autonome aux situations de la vie courante. Dans le monde du travail, les compétences de base sont constamment mobilisées dans toutes les situations professionnelles, quel que soit le poste occupé et le niveau de qualification.

La lutte contre l'illettrisme et les formations de base répondent à l'obligation d'adaptation des salariés à leur poste de travail qui incombent à l'employeur. Les actions de lutte contre l'illettrisme prévues à l'article L6111-2 du code du travail implique notamment le concours des services publics et des entreprises, s'agissant de la mise en œuvre d'action relatives à la formation professionnelle.

Dans le cadre de sa politique d'achat responsable, et en s'appuyant sur les partenaires clés que sont les entreprises attributaires, l'acheteur a souhaité inscrire une clause sociale relative à la lutte contre l'illettrisme dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

L'acheteur entend mobiliser le titulaire, sur la question du repérage des salariés en situation d'illettrisme affectés à la réalisation du contrat, et l'accompagner sur cet enjeu, grâce à la mise à disposition de ressources et de services développés par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

20.2.2 Mise en œuvre

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le titulaire s'engage ainsi à réaliser son propre diagnostic sur l'outil en ligne Evagill Diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise (evagill.fr) présenté en annexe.

Les résultats du diagnostic du titulaire ne sont pas communiqués à l'acheteur. Le titulaire s'engage à :

- Réaliser le diagnostic de prévention des risques d'illettrisme Evagill
- Communiquer ses coordonnées de contact à l'issue de l'auto-diagnostic, pour :
- Recevoir une attestation de réalisation du diagnostic (mail de notification)
- Accéder à des ressources pertinentes pour gérer les situations d'illettrisme en milieu professionnel,
- Accéder à un accompagnement personnalisé sur cet enjeu, par son Opco et/ou un chargé de mission régional de l'ANLCI pour définir un plan d'action.
- Sensibiliser l'encadrement de proximité sur ce sujet et sur les modalités de prise en charge des salariés concernés.

Achat socialement responsable : Recueil des fondamentaux des facilitateurs

Cf. Annexe n°1 au CCAP : Clause sociale de lutte contre l'illettrisme

20.2.3 Sous-traitance

Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à promouvoir la réalisation de cette clause sociale de lutte contre l'illettrisme auprès de ses sous-traitants de premier rang, pour les sensibiliser à l'impact du sujet en termes de santé et de sécurité au travail.

Le titulaire reste responsable de l'exécution de la clause sociale relative à la lutte contre l'illettrisme, et supporte les pénalités en cas de non-réalisation.

20.2.4 Contrôle et pénalité

Le titulaire et ses sous-traitants de premier rang éventuellement, transmet au facilitateur des clauses sociales désigné à l'article 19 du CCAP, l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise, dans les trois mois suivant la notification du contrat ; et tout acte de nature à justifier d'un échange avec son Opco ou le chargé de mission régional de l'ANLCI.

En cas de non-transmission, de transmission partielle ou de transmission tardive de l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise, dans les délais impartis, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 300 à 1 000 euros par attestation non transmise.

Les préconisations personnalisées éventuellement communiquées par l'ANLCI au titulaire ou à ses sous-traitants de premier rang sur la gestion des situations d'illettrisme dans le cadre de cette démarche, ne sont pas communiquées à l'acheteur, et leur mise en œuvre reste au libre choix de l'entreprise.

20.2 Clause environnementale

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans le CCTP.

Article 21 CLAUSE PCA (PROCEDURE DE CONTINUITE D'ACTIVITE)

Le titulaire transmettra dans son offre la stratégie mise en œuvre et l'ensemble des dispositions prévues pour garantir la continuité d'activité dans le cadre de l'exécution du marché dans le cas d'un événement interne ou extérieur pouvant perturber le fonctionnement de son activité et de facto compromettre l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des ajustements sur le processus si celui-ci ne répond pas aux exigences permettant de palier à une rupture d'activité.

Article 22 CERTIFICATS

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date de notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- b) Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail.

4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au **Service des Achats et Marchés** par voie électronique à l'adresse suivante : achat-marche.cpam-bordeaux@assurance-maladie.fr

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 23 du présent C.C.A.P.

Article 23 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature causés par l'exécution de ses prestations.

De même, le Titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer aux agents de l'organisme ou à des tiers, ainsi qu'aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'organisme se réserve le droit de demander au Titulaire de produire, à tout instant un justificatif qui devra être fourni sous 48 heures à compter de la demande.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'organisme de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Article 24 SOUS-TRAITANCE

En vertu des dispositions des articles L2193-2 et L2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché, sous réserve de l'acceptation de l'organisme et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de leur(s) condition(s) de paiement sont soumis aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché. Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'organisme, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent. Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché s'appliquent à l'ensemble des intervenants.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Article 25 CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude,

analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 26 CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties se réservent la possibilité d'avoir recours à des clauses de réexamen en application des articles L2194-1 et L2194-2 et R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique aux fins de :

- réexaminer les conditions financières, d'exécution du marché, et de prolongation de délai, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par une crise sanitaire ou tout cas de force majeure avérée ;
- réévaluer à la hausse du montant maximum du marché en cas d'application d'une ou plusieurs clauses de réexamen prévues ;
- mettre en œuvre des adaptations nécessaires en cours d'exécution du marché et qui ne sont pas substantielles ;
- ajouter des prestations non indiquées dans le dossier de consultation, conformes à l'objet du marché et rendues nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues au marché,
- modifier la participation employeur au prix du repas ;
- modifier le contrat si la CPAM de la Gironde est confrontée à des circonstances imprévues,
- céder le contrat au profit d'un nouveau Titulaire.

Ces adaptations seront négociées entre le Titulaire et la CPAM de la Gironde et donneront lieu, après accord des parties, à la signature d'un avenant.

Article 27 RESILIATION

L'organisme peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent marché, prononcer la résiliation du marché.

Les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont celles prévues au chapitre 6 du CCAG – FCS.

Outre ces cas de résiliation, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché, de plein droit, sans mise en demeure préalable et sans possibilité de demander la perception d'indemnité, dans les cas suivants :

- Au-delà de 6 mois de prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché (en application de l'article 18.3 du présent C.C.A.P. relatif au cumul de pénalités),

Article 28 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux,
30 rue des Frères Bonie,
CS 11403,
33 077 Bordeaux
Tél : 05 47 33 90 00

Article 29 DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées. Permettant de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par les CSD ou l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires.

Objet et description du traitement

- Le Titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
- La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
- Les données à caractère personnel traitées sont les données des assurés ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des assurés.

Obligations du Titulaire du marché

- Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
- Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et en informer le responsable du traitement,
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) de la CPAM de la GIRONDE est joignable à l'adresse mail suivante : dpo-cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Le responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au Titulaire du marché les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre.

Article 30 DEROGATIONS AU C.C.A.G. – F.C.S.

Articles du présent C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
7	4	Pièces contractuelles
19	14.1.3	Pénalités